

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Elections-Présidentielles-au-Chili-Le-système-est-monarchique-et-colonial-Marco-Enriquez-OminamiUn-candidat-Independant>

Qui est Marco Enríquez Ominami, candidat présidentiel
indépendant chilien.

Elections Présidentielles au Chili"Le système est monarchique et colonial » Marco Enríquez OminamiUn candidat Indépendant

Date de mise en ligne : dimanche 6 décembre 2009

- Les Cousins - Chili -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il rivalise est aux coudes à coudes aux élections de dimanche prochain avec le millionnaire Sebastián Piñera (genre Berlusconi) et l'ex-président Eduardo Frei [Droite], de la Concertation de centrogauche [Alliance style segoleniste]. Il s'est beaucoup bougé, il parle facilement de sujets et très vite compliqués, a des idées et c'est sûr qu'il va gagner.

Par Santiago O'Donnell

[Página 12](#). Buenos Aires, le 6 Décembre 2009.

[Leer en español](#)

[JPEG - 6.2 ko] **Marco Enríquez**

« Salut, Marco à l'appareil. » Au téléphone Marco Antonio Enríquez Ominami, 36 ans, Député, troisième cycle en Philosophie éduqué en France, fils de l'ex Secrétaire Général du MIR [Miguel Enríquez](#) [Assassiné par la sinistre [DINA](#) d'Auguste Pinochet] et un beau-fils de l'influent sénateur socialiste, Carlos Ominami.

« Allons-y, parlons. » Indépendant, difficile à classer, aux coudes à coudes dans les élections de dimanche prochain pour la présidence du Chili avec le millionnaire Sebastián Piñera de l'Alliance de droite et avec l'ex-président démocrate-chrétien Eduardo Frei allié à la Concertation, de centre-gauche. Agenda très serré. Il dit beaucoup en quinze minutes, la moitié du temps écoulé, alors arrive quelque chose, interrompt l'entretien et disparaît dans le remous de la campagne : des caravanes, des réunions, des voyages en avion. Député pour le socialisme en 2004, auparavant il gagnait sa vie à la tête d'une société de production de cinéma et de télévision. Il sait communiquer, parle facilement et très vite sur des sujets compliqués, avec un langage aussi riche que dépouillé. Il est jeune et d'un certain point une énigme pour un électorat qui continue d'hésiter entre lui et les autres. Mais il a des idées et il sait les communiquer.

À quoi pensez-vous aujourd'hui, une semaine avant les élections ?

À être capable de communiquer fermement sur le pourquoi 20 enquêtes disent que je vais battre Piñera (au deuxième tour) avec des idées de 2009 et pas des années 59 comme les autres candidats. Voter pour Frei est simplement perdre les élections. En revanche je bats Piñera dans toutes les scénarios (de ballottage). S'ils veulent un gouvernement progressiste, libéral sur les droits civils et libertaire dans l'intellectuel, votez pour nous. Piñera a une vision restrictive de la démocratie, restrictive dans l'économie, restrictive dans ce que fait l'État et le marché. Et voter pour Frei c'est comme faire gagner Piñera au premier tour.

Quels seraient les objectifs principaux de votre présidence et quel est votre plan pour l'atteindre ?

Je continue de croire que le Chili est un pays très élitiste qu'il sépare et divise de façon segmentée, qu'il existe une inégalité monstrueuse. Là où je vis il y a une route privée qui passe par le centre ville. Alors ceux qui ont des ressources utilisent une route et ceux qu'ils n'en n'ont pas utilisent l'autre, je répète, en centre ville. C'est un symptôme du système de vie en commun de la société chilienne et pour le changer, des politiques publiques sont nécessaires. Je rêve d'un pays où tous les enfants Chiliens ont la même éducation que les enfants de députés. Pour obtenir cela je propose trois chemins. D'abord, une réforme politique pour en finir avec le système monarchique, bourbonnien et colonial qui est en vigueur dans notre pays. Un second, une révolution dans l'éducation. Troisième, une réforme fiscale pour que celui qui a plus, paie plus et celui qui a moins paie moins. Si ces réformes sont mises en application nous pourrions commencer à corriger le cap.

Quelles seront vos premières mesures si vous arrivez à la présidence ?

D'abord réviser le système d'information financière. Enfin, ce sont plusieurs choses qu'il faut faire mais je vais le résumer, je vais te donner les chapitres : une réforme fiscale et un débat sur l'éducation publique. Tu sais que l'année passée une loi a été approuvée, qui n'est pas si mauvaise pour ce qu'elle dit mais pour ce qu'elle ne dit pas...

Une loi qui a laissé satisfait personne.

Aux présidents des partis oui, parce qu'ils l'ont votée. J'ai voté contre. C'est une loi insuffisante. Elle n'est pas mauvaise pour ce qu'elle dit mais pour ce qu'elle ne dit pas. Elle ne s'occupe pas du rôle de l'État dans l'éducation. L'autre mesure a à voir avec la réforme politique : promouvoir une loi pour que les intendants (équivalent argentins des gouverneurs) soient choisis au suffrage universel. Au Chili l'Exécutif les désigne, un reliquat colonial.

Et les gouverneurs ?

Au Chili la fonction de gouverneur est une fonction de moindre importance que celle d'intendant. Je crois qu'il doit continuer à être désigné par le gouvernement national, pour maintenir le système de sécurité nationale. Ce que je propose est un fédéralisme atténué.

Quand Michelle Bachelet a été élue, beaucoup d'analytes ont dit que son mandat était de solder la dette sociale qu'avaient laissée les gouvernements précédents de la Concertation, doué dans la gestion de la macroéconomie pas du tout dans la répartition du revenu.

Considérez-vous que cette dette fut payée par le gouvernement de Bachelet ?

Non. Ils ont commencé avec la réorientation des politiques publiques par un vecteur sain que sont les politiques publiques pour le système de prévision sociale. Mais ce n'est pas assez. C'est pourquoi je propose la réforme fiscale comme un pas concret pour le développement, créer et distribuer de la richesse. La richesse créée est plus facile à distribuer que la richesse héritée et la Concertation a eu du mal à créer de la richesse. Les indices montrent que la pauvreté a diminué, mais ces données omettent le débat sur l'inégalité alors que ce sont deux sujets distincts, bien qu'ils paraissent liés, ce sont des problèmes distincts. On parle d'une avancée énorme contre la pauvreté, mais on parle peu de la vulnérabilité. Tu peux avoir des ressources, une voiture par exemple, et en même temps être très vulnérable. Si tu as une voiture tu ne figures pas comme pauvre dans les statistiques, mais peut-être cette voiture tu te l'aies achetée avec un crédit et tu n'as pas de quoi le payer, alors tu es vulnérable. Les statistiques ne mesurent pas beaucoup les niveaux de vulnérabilité, mais je sais qu'il y a trop de Chiliens dans cette situation.

Quelle est votre proposition pour améliorer l'accès des Chiliens à la santé et à l'éducation ?

À l'égard de l'éducation, des problèmes idéologiques et économiques existent. Dans le domaine de la santé le problème est plutôt économique. Dans l'éducation, l'accent est mis seulement sur la demande et non sur l'offre. Pour l'État, l'important est de garantir à ton fils la liberté de choisir où il va étudier. On accorde la priorité à cet objectif, au-dessus du devoir de l'État de garantir par loi la qualité de l'éducation de tous les Chiliens. Au Chili, pour construire un hôpital, on ne demande pas la permission à la clinique privée qui est dans le voisinage. La décision est prise sur la base d'une rationalité saine. En revanche l'argent de l'éducation est distribué entre des collèges publics et des collèges semi-publics qui ont des ressources privées. Ces collèges se partagent avec les collèges publics les subventions au développement du plan éducatif, empêchant l'impact intégral de la rationalité de l'État. Et ces collèges semi-privés ne doivent pas rendre des comptes à l'État, selon principe de liberté d'entreprise qui est en vigueur ici. Au Chili tu peux être propriétaire d'un collège privé et en même temps d'un supermarché et d'un bar à putes. Ceci est le débat idéologique. Après il y a l'aspect économique. La subvention qu'un collège municipal reçoit est dix fois moindre que ce que je dépense dans l'éducation de mon fils. L'écart est exorbitant. Il faut injecter plus de

moyens dans les subventions étatiques et ces ressources seraient financées à travers la réforme fiscale, en augmentant la pression sur quatre directions : l'usage des voies d'eau pour le transport de charge, l'exploitation du cuivre, le marché des vices, c'est à dire tabac et alcool, et la taxe sur l'héritage. La réforme a beaucoup d'aspects, je ne vais pas t'ennuyer, mais l'objectif n'est pas d'augmenter seulement la recette fiscale, mais aussi de combattre les niches.

À l'égard de la santé, deux grands systèmes existent, l'un public et l'autre privé. La moitié privée s'occupe de 20 % de la population, tandis que la partie publique de plus de 60 %. Un fond solidaire n'existe pas pour remédier à cette inégalité. Moi, je suis un exemple du privilège, grâce au fait que je suis député j'ai été admis dans le système privé. Je peux utiliser des « vouchers » pour me faire soigner où je veux. Et c'est là que réside l'aspect idéologique. L'un des héritages de la dictature est qu'au Chili ont été privilégié l'individu et la liberté de choisir. Mais cela ne se passe pas sur tous les plans. Dans le système de retraites il n'y a pas de liberté de choix, il faut s'affilier aux AFP privées. C'est-à-dire, que la liberté de choisir existe là où cela arrange ceux qui font des affaires. Dans le système de santé ce qu'il faut c'est un mécanisme solidaire d'affectation des ressources.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.